

PROTECTION DU JOURNALISME SÉCURITÉ DES JOURNALISTES



” En bref

La Plateforme collecte et publie des alertes concernant les atteintes à la liberté des médias, ainsi que les actions menées par le Conseil de l'Europe en réponse à ces alertes.»

Plateforme pour
renforcer la protection
du journalisme et la
sécurité des journalistes

www.coe.int/fom

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



Contexte: détérioration de la situation des médias dans les États membres du Conseil de l'Europe

■ D'après les données disponibles, la situation des médias libres se dégrade dans toute l'Europe. Dans son rapport 2015 sur « la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit » le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe fait de la protection de la liberté des médias l'une des priorités de l'Organisation.

■ La protection des journalistes contre la violence et les menaces n'est pas garantie de façon satisfaisante dans près de la moitié des États membres ; le pluralisme des médias et la diversité des contenus ne le sont pas dans la majorité d'entre eux. Compte tenu de la menace terroriste, la protection de la liberté d'expression en ligne devient un domaine extrêmement important de l'activité des États, qui influent sur les contenus en ligne et bloquent des sites d'information.

■ Mise en œuvre insuffisante des cadres juridiques existants, surveillance des journalistes et pressions accrues pour qu'ils révèlent leurs sources confidentielles, violence à leur encontre, laxisme, ou absence de poursuites à l'égard des auteurs et incarcérations pour motifs politiques sont désormais des phénomènes récurrents.

■ Le recul dans l'établissement d'un cadre juridique propice à la liberté d'expression a trait à l'application de la législation pénale, des lois antiterrorisme ou antidiffamation qui conduit à des mesures arbitraires, une interprétation discriminatoire et des restrictions injustifiées au droit à la liberté d'expression.

■ L'indépendance des médias est compromise par le financement insuffisant de la radiodiffusion de service public, l'immixtion des propriétaires des médias et des responsables politiques dans l'indépendance éditoriale, la politisation des autorités de régulation de la radiotélévision et la mainmise du gouvernement sur les radiodiffuseurs de service public.



The screenshot displays the website's interface. At the top, there is a navigation bar with 'Home', 'Alerts', 'About', 'Contact', and 'Help'. Below this, a banner features a photo of people and text about the OSCE Representative on Freedom of the Press. A central section titled 'IN 2015' shows statistics: 26 alerts received, 17 resolved, 155 alerts in 2015, and 24 alerts in 2016. To the right, a 'PROTECTION OF JOURNALISM SAFETY OF JOURNALISTS' section includes a 'REPLY TO ALERT' button and a list of alerts with details like date, location, and severity. A search bar and filters are also visible. The main content area lists several alerts with identical text: 'Excepțeur sint occaeat cupidatat non proident, sunt in culpa qui officia deserunt mollit anim id est laborum.' Each alert entry includes a date (17 Jan 2015), location (Athens), category (Attacks on physical integrity of journalists), and severity (Level 1). A sidebar on the right contains 'Tweets' and 'News' sections with various headlines and links.

La Plateforme

■ Cet espace public vise à faciliter la collecte et la diffusion d'informations sur des atteintes graves à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes dans les États membres du CdE, telles que garanties par l'Article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

■ Son but: améliorer la protection des journalistes, mieux répondre aux menaces et à la violence à l'encontre des professionnels des médias, et favoriser des mécanismes d'alerte précoce et la capacité de réaction au sein du CdE.

■ Elle permet aux organes et aux institutions de l'Organisation d'être alertés à temps, de façon plus systématique, et, si nécessaire, d'agir de façon rapide et coordonnée. Elle aide le CdE à repérer les tendances et à proposer des réponses adéquates aux atteintes à la liberté des médias.



The screenshot displays the website interface for the Council of Europe's platform. At the top, there is a navigation bar with 'Home', 'Alerts', 'Alerts by country', 'Alerts by topic', and 'Contact us'. Below this, a banner features a photo of people and text about the OSCE Representative on Freedom of the Press. A central section titled 'IN 2015' shows statistics: 26 alerts received, 17 alerts resolved, 155 alerts in progress, and 24 alerts pending. To the right, a 'PROTECTION OF JOURNALISM SAFETY OF JOURNALISTS' section includes a 'REPLY TO ALERT' button and a list of alerts with details like date, country, and status. A search bar is provided for finding alerts. The main content area lists several alerts with the text 'Excepuer sint occaecat cupidatat non proident, sunt in culpa qui officia deserunt mollit anim id est laborum.' Each alert entry includes a date, country, category, status, and a 'Level 1' indicator. On the right side, there are sections for 'Tweets' and 'News' with various news items and a 'CONTACT US' section at the bottom.

La Plateforme

■ Cet espace public vise à faciliter la collecte et la diffusion d'informations sur des atteintes graves à la liberté des médias et à la sécurité des journalistes dans les États membres du CdE, telles que garanties par l'Article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

■ Son but: améliorer la protection des journalistes, mieux répondre aux menaces et à la violence à l'encontre des professionnels des médias, et favoriser des mécanismes d'alerte précoce et la capacité de réaction au sein du CdE.

■ Elle permet aux organes et aux institutions de l'Organisation d'être alertés à temps, de façon plus systématique, et, si nécessaire, d'agir de façon rapide et coordonnée. Elle aide le CdE à repérer les tendances et à proposer des réponses adéquates aux atteintes à la liberté des médias.

Liste des partenaires



FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES JOURNALISTES

La FEJ est la plus importante organisation de journalistes en Europe. Elle représente plus de 320 000 journalistes dans 40 pays. La FEJ a été créée en 1994 dans le cadre de la constitution de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) pour représenter les intérêts des syndicats et des associations de journalistes en Europe.

<http://europeanjournalists.org>



FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES

La FIJ est la plus importante organisation de journalistes au monde. Etablie en 1926, elle compte aujourd'hui 600 000 membres dans plus de 100 pays. La FIJ promeut des actions internationales visant à défendre la liberté de la presse et la justice sociale par le biais de syndicats de journalistes forts, libres et indépendants.

<http://www.ifj.org>



ASSOCIATION DES JOURNALISTES EUROPÉENS

Créée en 1962 pour promouvoir un journalisme critique dans le processus d'intégration européenne et pour défendre la liberté d'information et la liberté de la presse en Europe, l'AJE contribue par ses activités à faire avancer le statut éthique et matériel de la profession de journaliste, à approfondir la compréhension des affaires européennes et à informer l'opinion publique des travaux menés dans les institutions européennes.

<http://www.aej.org>



ARTICLE 19

Article 19 est une organisation de défense des droits de l'homme fondée en 1987, qui défend et promeut la liberté d'expression et la liberté de l'information à travers le monde. Elle surveille les menaces à la liberté d'expression et élabore des normes juridiques qui renforcent les médias, la radiodiffusion publique, la libre expression et l'accès à l'information détenue par les gouvernements.

<http://www.article19.org>



REPORTERS SANS FRONTIÈRES

RSF est une organisation non-gouvernementale internationale créée en 1985 pour promouvoir et défendre la liberté de l'information et la liberté de la presse. A travers son réseau mondial d'environ 150 correspondants, RSF rassemble de l'information et conduit des enquêtes sur les violations de la liberté de la presse et œuvre avec les gouvernements pour lutter contre la censure. RSF fournit par ailleurs une assistance aux journalistes affectés dans des zones dangereuses ou faisant l'objet de poursuites.

<http://en.rsf.org>



COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES

Le CPJ a été fondé en 1981 par un groupe de correspondants de presse américains animés par l'idée que les journalistes devraient s'unir pour défendre les droits de leurs collègues travaillant dans des contextes répressifs et dangereux. Le CPJ défend la liberté de la presse ainsi que les droits des journalistes de diffuser l'information sans crainte de représailles. L'activité de plaidoyer à long terme du CPJ repose sur la rédaction de rapports quotidiens et la collecte de données statistiques.

<https://cpj.org>



INDEX ON CENSORSHIP

Fondé en 1972, Index on Censorship est une organisation internationale qui défend le droit à la liberté d'expression en combinant activités de journalisme, campagnes et plaidoyer. Index répertorie les atteintes à la liberté d'expression à travers le monde et publie des rapports afin de les dénoncer et de susciter une prise de conscience. Index organise aussi des événements et débats sur des questions complexes et controversées, du plaidoyer direct et des campagnes de sensibilisation afin d'obtenir des changements concrets aux législations et pratiques.

<https://www.indexoncensorship.org>

Site de la Plateforme :

www.coe.int/fom

Contacts

E-mail : mediafreedom@coe.int

Tél: +33 (0) 90 21 41 33

Nous suivre

Twitter : [@CoEMediaFreedom](https://twitter.com/CoEMediaFreedom)

Facebook : [CoE Media Freedom](https://www.facebook.com/CoEMediaFreedom)

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il compte 47 États membres, dont 28 sont également membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE